

# NOTE SUR L'ÉCONOMIE DE L'ALGÉRIE EN 1995

Eric GOBE\*

## **Malgré l'apparition d'indicateurs positifs, aucune amélioration durable de la situation économique du pays n'est en vue**

Malgré l'amélioration de quelques indicateurs économiques, l'économie algérienne reste empêtrée dans la crise. C'est toujours une économie de rente, sa croissance économique demeurant complètement dépendante des exportations de gaz et de pétrole. Le bilan de l'année 1995 en fait ressortir les limites structurelles et actuelles (1).

Après une augmentation moyenne de seulement 0,3 % entre 1985 et 1994, le produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a progressé de 4 % en 1995. Cependant, l'amélioration du taux de croissance en 1995 est largement due à des causes externes, notamment à l'augmentation des prix des hydrocarbures au dernier trimestre de 1995.

Dans l'agriculture, la mauvaise récolte de blé de 1995 (1,8 millions de tonnes), due à la sécheresse, n'a pas permis à l'Algérie de diminuer ses importations de blé (l'Algérie est l'un des principaux pays importateurs de blé du monde).

Si la situation du secteur des hydrocarbures s'est améliorée par rapport aux années précédentes, celle de l'industrie s'est détériorée. En effet, la régression de la production industrielle s'est poursuivie en 1995. La compétitivité insuffisante des produits industriels algériens et le sureffectif au sein des entreprises publiques constituent les deux principaux handicaps du secteur industriel algérien. Seules les industries de transformation du pétrole et du gaz naturel et, dans une moindre mesure, le secteur agro-alimentaire, échappent à la diminution de la production.

Ce marasme dans l'industrie n'est pas sans conséquence sur la situation sociale algérienne. La création de 140 000 emplois en 1995 dans les secteurs tertiaire et primaire n'a pas empêché la dégradation du marché du travail, qui voit chaque année 200 000 à 300 000 personnes alimenter les rangs des demandeurs d'emploi.

En outre, le pouvoir d'achat des salariés régresse, l'augmentation des salaires n'a pas suivi l'inflation en 1995. La politique économique du gouvernement n'a abouti à aucune diminution du taux d'inflation, qui n'a pas bougé d'un iota entre 1994 et 1995 (il s'est maintenu à 29 %).

---

(\*) Docteur en sciences politiques.

(1) Le *Bulletin* du FMI du 5 août 1996 et la revue *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* ont servi à la confection de cette note.

### ***Le programme d'ajustement structurel et les réformes économiques***

Au début de l'année 1994, la situation économique était dégradée et les déséquilibres macro-économiques s'étaient accentués en raison de la faiblesse persistante des cours du pétrole. L'engagement pris par le gouvernement algérien d'assurer tout le service de la dette extérieure avait fait grimper le ratio du service de la dette de 86 % et l'accès au financement extérieur s'était fermé.

Aussi, en avril 1994, les autorités algériennes se sont-elles engagées dans de vastes réformes, dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel appuyé par le FMI. Entre avril 1994 et juin 1995, il a été possible, en procédant à plusieurs conversions de dettes, de surmonter la crise de l'endettement de 1992-1993. Les dettes avaient été contractées auprès d'États membres du club de Paris (deux conversions) et des créanciers privés du Club de Londres (une conversion). Le ratio du service de la dette a pu être ainsi ramené à 44 % en 1995.

Dans le cadre des accords conclus avec le FMI, le dinar algérien a été dévalué de 50 % entre janvier 1994 et le dernier trimestre 1995.

Par ailleurs, le commerce extérieur a été libéralisé, les taux d'intérêts et les prix ont été partiellement libérés, les subventions des denrées alimentaires, de l'énergie et des entreprises publiques ont été nettement réduites, voire supprimées. Ces économies draconiennes ont permis de réduire le déficit budgétaire de 8,7 % du PIB en 1993, à 1,4 % du PIB en 1995.

Dans l'ensemble, le FMI se montre satisfait des progrès réalisés dans le processus de réformes engagé par les autorités algériennes. En fait, l'échec le plus important du programme d'ajustement concerne la privatisation des entreprises nationales qui assurent toujours 70 % du total de la production industrielle. Le gouvernement hésite à mettre en œuvre le plan de privatisation préconisé par le FMI. En effet, la liquidation ou la privatisation des sociétés d'État entraînera nécessairement des licenciements, or les autorités algériennes ont peur que le chômage à court terme, impliqué par ces réformes, ne vienne alimenter en nouveaux membres les rangs des groupes islamiques armés. A la fin de l'année 1995, les 400 entreprises publiques, destinées à être privatisées, ne produisaient qu'à 35 % de leur capacité, mais elles employaient 1,7 million de personnes, ce qui représente à peu près un tiers de la population active.

La voie qui conduit à une amélioration durable de la situation économique est donc jalonnée d'obstacles. En outre, la confrontation avec les groupes islamiques armés continue à obérer les capacités de l'économie algérienne. Selon des chiffres publiés par les autorités algériennes, les dommages matériels s'élevaient déjà à deux milliards de dollars en 1995.

Par ailleurs, l'Algérie semble bien incapable de réduire sa dépendance excessive vis-à-vis du secteur des hydrocarbures, ce qui rend le pays très vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux du pétrole et du gaz.